



ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR LE DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL

---

## **RAPPORT RÉSUMÉ**

### **RÉUNION DU GROUPE D'EXPERTS**

#### **COMMENT "L'AIDE AU COMMERCE" PEUT-ELLE TRANSFORMER LES PAYS LES MOINS AVANCÉS?**

**Ouagadougou, Burkina Faso  
3-4 septembre 2007**



## **CONTEXTE**

L'ONUDI a organisé à Ouagadougou, Burkina Faso, les 3 et 4 septembre 2007, une réunion d'un groupe d'experts sur le thème "Comment l'Initiative d'aide au commerce peut-elle transformer les pays les moins avancés?" en prélude à la conférence ministérielle sur les pays les moins avancés (PMA) prévue les 29 et 30 novembre prochain, à Vienne, Autriche, avant la Conférence générale de l'ONUDI.

Cette réunion avait pour objet d'aboutir sur des orientations quant aux mécanismes et stratégies qui permettraient aux PMA membres de l'ONUDI d'exploiter efficacement l'aide au commerce pour développer leurs capacités de production en se fondant sur des systèmes de chaîne de valeur, afin de diversifier davantage les exportations et de mettre sur le marché mondial des produits à plus grande valeur ajoutée. Au moyen d'une discussion détaillée du document de réflexion et du document d'information préparés en vue de la réunion, les résultats du débat avaient pour objet de renforcer la contribution de l'ONUDI aux activités de renforcement des capacités dans le domaine commercial pour faciliter ainsi la transformation des structures économiques.

La réunion du Groupe d'experts a rassemblé les représentants des ministères en charge du commerce et de l'industrie des PMA, de la communauté des donateurs et des organismes des Nations Unies, des experts en matière de commerce et des représentants du secteur privé (voir [Annexe 1](#) pour la liste des participants).

## **SÉANCE D'OUVERTURE**

Quatre allocutions ont ponctué la cérémonie d'ouverture.

1. Le premier intervenant, Son Excellence, Dr. Mothae Antony Maruping, Ambassadeur et Représentant Permanent de la République du Lesotho à Genève, a exprimé sa satisfaction pour la tenue de cette réunion non seulement au Gouvernement du Burkina Faso, mais aussi, aux autorités de l'ONUDI et de l'OMC qui veulent faire de cette rencontre une opportunité pour fonder les bases d'insertion effective, douce et rapide des PMA dans l'économie mondiale. Il a fait cas des attentes des PMA en ce qui concerne leurs propositions de négociations mises sur la table de négociation au niveau de l'OMC, ainsi qu'au niveau du cadre intégré renforcé.
2. A la suite de cette intervention, Son Excellence, Monsieur Sayed Galal Eldin Elamin, Ambassadeur et Représentant Permanent du Soudan à Vienne, a fait une brève présentation du Groupe des 77 et de la Chine, fondé en 1964 par 77 pays en développement pour défendre et articuler collectivement leurs intérêts économiques sur toutes les questions internationales majeures. Pour lui, aujourd'hui, il est indéniable qu'aucun pays ne peut se développer sans être partie du commerce international, ni recevoir d'aide et des flux de capitaux. L'intégration des PMA dans l'économie mondiale exige davantage de renforcement de capacités, d'assistance commerciale et de politiques commerciales plus cohérentes.
3. Le troisième intervenant, Monsieur Yoshiteru Uramoto, Directeur Général Adjoint de l'ONUDI a remercié le Gouvernement du Burkina Faso pour avoir accepté abriter cette importante réunion. Il réitéré l'importance considérable que revêt le thème de cette rencontre et le partenariat entre les PMA et l'ONUDI. Pour lui, la globalisation présente de majeurs défis transnationaux. Aucun pays ne peut se développer en situation d'isolation, ni se permettre de prendre son temps pour se développer ou

rester en marge du commerce mondial. Pour que les politiques commerciales deviennent l'instrument de développement, les ministres en charge du Commerce doivent changer leur priorités en cherchant les voies et moyens de renforcer le développement des PMA, plutôt que de juste négocier de meilleurs accords pour eux. Pour finir, le Directeur Général Adjoint a souligné l'importance de la coopération sud-sud. Il a pris l'exemple des pays africains producteurs de coton et pour lequel des opportunités doivent être créés.

4. Enfin, Monsieur Mamadou Sanou, Ministre du Commerce, de la Promotion de l'Entreprise et de l'Artisanat, dans son discours, a traduit la gratitude du Gouvernement du Burkina Faso pour la tenue de cette rencontre dont les résultats sont attendus par bon nombre d'acteurs du commerce. Il a remercié l'ONUDI qui n'a ménagé aucun effort pour l'organisation de cette importante réunion. Le commerce est une opportunité à saisir et non une garantie. L'accès aux marchés étrangers ne peut servir de pôle de croissance que s'il est accompagné d'un renforcement de capacités commerciales, a-t-il ajouté. Ainsi, si l'on veut donc permettre aux PMA de progresser sur la voie du commerce mondial et de la transformation économique, il faut absolument identifier les ressorts d'une appropriation effective du commerce par ces pays et d'une gestion de l'aide au commerce axée sur les résultats. Le Ministre a loué la synergie d'action entre l'ONUDI et l'OMC dans l'accompagnement des PMA en matière de production de biens et d'accès aux marchés, gage de développement. Pour finir, il a exhorté les participants d'une part, à recenser les lacunes au renforcement des capacités commerciales et les principales difficultés à surmonter pour réussir la transformation économique, et d'autre part, de montrer la nécessité d'aller au-delà de l'aide au commerce en renforçant les capacités de production pour intégrer les petites et moyennes entreprises aux chaînes de valeur et aux partenariats commerciaux.

Les travaux ont commencé par deux communications, l'une par M. Lalith Goonatilake, Directeur du Service du renforcement des capacités commerciales sur l'introduction aux questions de réflexion et l'autre par M. Taufiqur Rahman, Économiste de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) sur le cadre intégré renforcé :

- Monsieur Lalith Goonatilake a axé sa communication sur : les défis de la participation commerciale des PMA, l'approche de l'ONUDI dans le cadre du renforcement des capacités commerciales, l'intégration des PMA dans la chaîne globale des valeurs, l'aide au commerce et le cadre intégré renforcé et des exemples types de projet d'aide au commerce de l'ONUDI, entrant dans le cadre du renforcement des capacités commerciales.
- Monsieur Taufiqur Rahman, a fait l'historique du cadre intégré renforcé qui a transité par le cadre intégré qui est un processus de soutien au renforcement des capacités commerciales pour une intégration des PMA dans l'économie mondiale. L'on est passé au cadre intégré pour prendre en compte toutes les préoccupations des partenaires afin de rendre plus vivace et efficace le projet. Il a conclu en tirant un lien entre l'aide pour le commerce et le cadre intégré renforcé.

Les discussions qui ont suivi pourraient être résumées ainsi qu'il suit.

Bien que les échanges mondiaux ne cessent de croître, la part des PMA dans ces échanges stagne à un niveau peu élevé et, en fait, la liste des PMA s'est allongée. Les succès remportés dans le domaine des exportations ne concernent qu'un nombre limité de pays, de marchés et de produits, essentiellement de matières premières. Toutefois, une

augmentation des exportations d'articles caractérisés par une plus forte valeur ajoutée (c'est-à-dire de produits de l'industrie) est essentielle pour promouvoir la croissance économique et la réduction de la pauvreté. D'une manière générale, les PMA n'ont pas des capacités de production ni une infrastructure commerciale suffisantes à cette fin, et les coûts élevés de production et de transaction affectent la compétitivité de leurs produits.

L'assistance internationale peut beaucoup contribuer à créer les capacités et les infrastructures nécessaires, et l'"Initiative d'aide au commerce" représente l'un des principaux efforts entrepris à cette fin. L'Initiative est mise en œuvre par le biais du Cadre renforcé de l'OMC, qui a remplacé le Cadre intégré lancé en 1997. En réponse aux doutes exprimés quant à la lourdeur du processus à suivre pour solliciter une assistance dans le cadre de l'Initiative et au peu d'influence que les PMA peuvent exercer sur la gestion du Cadre intégré renforcé, l'OMC a fait observer que le rôle joué par les pays en développement dans la gouvernance du Cadre intégré renforcé avait été élargi et que l'appropriation nationale contribuait à garantir qu'un appui soit fourni de manière plus souple, à la lumière des besoins des pays. En outre, le financement alloué à l'Initiative avait été accru et le système de suivi et d'évaluation amélioré.

Quelques PMA, cependant, persistent à considérer que les donateurs et les organismes d'assistance ne tiennent pas assez compte de leurs vues et de leurs souhaits en matière d'assistance liée au commerce et, de plus, qu'il y a souvent des contradictions entre les programmes d'aide au développement et les accords commerciaux internationaux et que la coordination entre les programmes d'assistance devrait être améliorée afin de maximiser les effets de synergie et d'éviter les chevauchements d'efforts. Les échecs par lesquels se sont soldées les tentatives passées de promouvoir le développement des PMA ont-ils été analysés assez en profondeur avant que de nouvelles approches soient conçues?

Pour résoudre ces problèmes, il faut notamment que les PMA jouent un rôle accru dans la formulation et la mise en œuvre des programmes d'assistance et des accords commerciaux. En particulier, le secteur privé (lequel, après tout, est le moteur du processus de développement) devrait faire entendre sa voix plus clairement. Ce rôle accru, cependant, exige que les secteurs aussi bien public que privé s'organisent mieux.

Dans l'aide qu'elle apporte aux PMA pour qu'ils puissent développer leurs exportations de produits de l'industrie, l'ONUDI met l'accent sur le secteur des agro-industries (défini, au sens large, comme englobant toutes les industries qui exploitent les produits agricoles et forestiers) parce que c'est dans ce secteur que la demande des pays en développement est la plus forte et que les capacités d'organisation sont plus limitées. Or, les atouts de certains PMA résident dans d'autres secteurs et, généralement parlant, l'assistance devrait être mieux adaptée aux besoins spécifiques de ces pays. L'orientation de l'assistance fournie par l'ONUDI pourrait-elle être élargie de manière à englober d'autres secteurs qui sont compétitifs sur les marchés internationaux? Les PMA pourraient soulever cette question lors du processus de préparation de la Conférence générale de l'ONUDI, mais il importe qu'ils le fassent en tant que groupe.

En résumé:

- Nécessité pour les PMA de renforcer les capacités pour avoir accès aux marchés, car sans capacité d'offre il est impossible de participer au commerce mondial.
- L'aide pour le commerce doit contribuer au renforcement des capacités pour permettre aux d'être compétitifs sur le marché international.

- Les pays développés doivent aider les PMA à développer des infrastructures et les capacités d'approvisionnement et de production.
- Beaucoup d'initiatives de cette nature ont toujours été prises mais les résultats restent mitigés. Les initiatives viennent souvent des bailleurs et non des bénéficiaires, d'où la nécessité d'inverser la démarche afin que les bénéficiaires s'approprient réellement les politiques et programme de développement.
- Pour ce faire, les règles relatives au bénéfice des projets devraient être plus flexibles.
- Une faible participation du secteur privé dans la formulation des stratégies visant l'intégration des PMA dans l'économie mondiale est aussi ressortie.
- Il est nécessaire de renforcer le dialogue entre secteurs public et privé.

## **SÉANCES PLÉNIÈRES**

Les débats ont été organisés en quatre groupes de séances:

1. Intégration des PMA à l'économie mondiale.
2. Renforcement des capacités productives comme source potentielle de transformation des structures économiques.
3. Rôle que peuvent jouer des interventions et des instruments appropriés pour permettre aux PMA d'exploiter les régimes d'accès aux marchés en franchise de droits et de contingents.
4. Coopération Sud-Sud: vers une nouvelle Initiative pour le coton.

Chaque séance a été consacré à un aspect spécifique du commerce et de la promotion des échanges, la discussion étant précédée d'une présentation générale du sujet et de brefs exposés des participants. On trouvera l'ordre du jour complet de la réunion à [l'Annexe 2](#).

## **SÉANCE PLÉNIÈRE 1 - INTÉGRATION DES PMA À L'ÉCONOMIE MONDIALE**

Cette session de discussion, dirigée par, Sayed Galal Eldin Elamin, Ambassadeur et Représentant Permanent du Soudan à Vienne a connu comme panelistes : Messieurs Theby Bertin, Harouna Niang et Charles Tsai. Comme base de discussion, Monsieur Jebamalai Vinanchiarachi, a fait une communication sur l'intégration des PMA dans l'économie mondiale.

L'intégration des PMA à l'économie mondiale est une question qui comporte deux aspects:

- circuits: investissements et échanges dans le domaine des produits industriels;
- facteurs de facilitation: environnement des affaires, accès aux marchés mondiaux et liens avec ces marchés, infrastructure d'appui, etc.

Le secteur privé joue le rôle essentiel dans le premier domaine, tandis que les politiques gouvernementales sont le principal élément déterminant dans le second. Les secteurs privé et public, en bref, jouent des rôles complémentaires et il importe d'établir entre les deux un

dialogue plus étroit. Pour cela, il faut cependant que le secteur privé s'organise mieux et joue un rôle plus dynamique que cela n'est actuellement le cas dans les PMA. Il serait utile, à cet égard, d'organiser un échange de données d'expérience entre les pays en ce qui concerne le dialogue entre les secteurs public et privé et les efforts déployés par ce dernier pour s'organiser. L'ONUDI s'emploie très activement à encourager le dialogue entre les secteurs public et privé.

Les investissements étrangers doivent être complétés par des efforts de mobilisation des investissements nationaux et des fonds rapatriés par les travailleurs installés à l'étranger et, en fait, les investisseurs étrangers auront davantage confiance dans une économie caractérisée par de solides investissements nationaux. Les conditions ne doivent-elles pas être appropriées non seulement pour les investisseurs étrangers mais aussi pour les investisseurs nationaux ?

L'un des principaux problèmes que soulève l'intégration des PMA, en particulier ceux d'Afrique, à l'économie mondiale, tient au manque de développement de l'infrastructure des transports, ce qui non seulement entrave les exportations mais aussi signifie que les marchés internes sont fragmentés. Développer cette infrastructure exige des investissements énormes et le seul résultat pour les PMA des stratégies qui ont été élaborées sans succès par le passé pour mettre en place une telle infrastructure est une lourde dette. Il s'agit là d'un domaine dans lequel des erreurs pourraient être évitées à l'avenir pour peu que le secteur privé soit associé plus étroitement à la prise de décisions et, si une assistance internationale demeure indispensable, il s'agit également d'un domaine qui appelle manifestement une coopération au plan régional (laquelle peut également aider à réduire les barrières douanières entre les PMA, ce qui débloquerait en partie les circuits de collaboration). Dans ce cas également, une amélioration de l'infrastructure aiderait à attirer des investissements.

S'agissant des liens avec des marchés mondiaux, les participants ont mis en relief qu'il importait d'améliorer l'infrastructure de l'information et des communications (TIC) pour permettre aux PMA d'avoir accès à l'information commerciale et d'identifier plus facilement les possibilités qui se présentent dans le domaine des échanges.

Un degré élevé d'intégration aux marchés mondiaux ne se traduit pas automatiquement par un impact positif marqué étant donné que, comme on l'a vu, les produits à forte valeur ajoutée jouent un rôle capital dans ce domaine. La clé de la compétitivité dans le domaine commercial est l'industrialisation dans le contexte des chaînes mondiales de valeur, l'important aujourd'hui étant non plus tant de fabriquer des produits finis destinés aux marchés locaux mais plutôt de promouvoir les activités faisant partie de ces chaînes de valeur.

Au cours de ce panel, les débats ont fait ressortir les propositions suivantes :

- Promouvoir les exportations des PMA en fonction de la disponibilité des ressources de chacun pour valoriser les produits qui ont le plus de potentiel exportable.
- Etablir une cohérence dans les politiques de développement.
- Supprimer les coûts élevés des facteurs de production qui rendent les produits des PMA moins compétitifs.
- Développer les infrastructures de renforcement des capacités de production et d'approvisionnement. Pour ce faire au regard du développement de l'intégration

économique et commerciale, l'approche de la vision régionale serait une nécessité dans la résolution du problème.

- Supprimer les normes et règlements qui freinent l'accès aux marchés des PMA.

## **SÉANCE PLÉNIÈRE 2 – RENFORCEMENT DES CAPACITÉS PRODUCTIVES COMMESOURCE POTENTIELLE DE LA TRANSFORMATION DES STRUCTURES ÉCONOMIQUES**

La deuxième plénière a été présidée par Monsieur Joachim Ouedraogo, Directeur à la Commission de l'UEMOA. Il était assisté des Messieurs Mansour Cama, Lucas Saronga, Ali Toufiq.

Comme support à aux débats, Monsieur Thiam Hee Ng a fait une communication. Il a passé en revue le renforcement des capacités de production des PMA, le lien entre commerce et la création des infrastructures, notamment dans le domaine des transports. Selon Monsieur Ng, grâce au renforcement des capacités de production commerciale à travers la création des infrastructures nécessaires, l'on aboutit inéluctablement au développement de la capacité compétitive de transformation, puis à la promotion de la conformité requise par les exigences des marchés et enfin à l'accès aux marchés.

Si l'accès aux marchés crée une demande d'articles manufacturés, les PMA ne peuvent bénéficier des programmes d'accès préférentiel aux marchés que s'ils disposent de capacités suffisantes pour produire des articles qui soient internationalement compétitifs sur les plans du prix et de la qualité. L'absence de capacités adéquates de nature à garantir que ces articles répondent aux normes internationales peut être un obstacle plus sérieux aux échanges que les droits de douane.

Les capacités de production doivent suivre le progrès des chaînes de valeur, ce qui signifie qu'il faut innover. Trois facteurs sont la clé de l'innovation: l'établissement de liens avec les entreprises novatrices qui opèrent dans l'économie mondiale, l'exploitation des ressources indispensables à l'innovation comme les investissements et le savoir, et l'apprentissage. En outre, une stratégie efficace de valorisation des ressources humaines est une condition préalable indispensable au développement industriel même si, comme l'ont fait observer les participants, ses résultats sont difficiles à mesurer. Il est essentiel de disposer d'une main-d'œuvre suffisamment instruite pour pouvoir absorber les technologies transférées par le biais des liens établis avec des entreprises étrangères novatrices et utiliser ces technologies pour améliorer la productivité au sein de l'économie nationale. Une mobilité accrue de la main-d'œuvre est en autre moyen d'utiliser de manière plus productive les ressources humaines, et il s'agit là d'un point sur lequel il devrait être mis un accent plus marqué dans les négociations avec les pays développés. D'un autre côté, les stratégies en matière de ressources humaines doivent également tendre à promouvoir le rapatriement des émigrants hautement qualifiés.

Le renforcement des capacités collectives des PMA exige des investissements d'équipement ainsi que l'appui de la communauté internationale. Il a déjà été mentionné qu'il importe de créer un environnement propice si l'on veut attirer les investissements et, s'agissant de l'appui international, les débats ont à nouveau porté sur l'"Initiative d'aide au commerce" et souligné la nécessité de promouvoir l'appropriation locale des activités entreprises dans le cadre de l'Initiative et aussi de faire en sorte que ces dernières soient financées comme il convient. S'agissant du rôle spécifique de l'ONUDI, les participants ont mis en relief l'importance des efforts déployés par celle-ci dans le domaine des normes et de la mise en place de l'infrastructure qui doit exister pour que les produits locaux répondent

aux normes appliquées sur les marchés étrangers. Une coopération au plan régional peut être envisagée pour résoudre les problèmes liés aux coûts élevés de l'établissement des infrastructures, et l'ONUDI fournit une assistance aux huit États membres de l'Union économique et monétaire de l'Afrique de l'Ouest (UEMOA) pour les aider à établir un système régional de normalisation, de certification et d'homologation. En outre, l'ONUDI aide les pays à développer un secteur manufacturier dynamique, notamment par le biais de ses analyses de la chaîne de valeur visant à identifier les possibilités qui s'offrent aux fabricants des pays en développement, d'un réseau de bourses de sous-traitance, du Réseau africain de promotion des investissements, de son programme de projections technologiques et de divers programmes de formation.

Dans les PMA, l'esprit d'entrepreneuriat est concentré surtout dans le secteur des petites et moyennes entreprises (PME) et dans le secteur non structuré. Les PME peuvent, avec un appui extérieur, se moderniser et devenir de solides partenaires commerciaux pour les sociétés transnationales et faciliter ainsi le transfert de technologies, l'application de méthodes de gestion modernes et l'intégration aux chaînes de valeur mondiales. Cependant, les stratégies suivies dans ce secteur doivent également englober le secteur non structuré et le secteur rural, qui alimentent le reste de l'économie en intrants et en articles semi-manufacturés. Ainsi, ces secteurs pourront non seulement contribuer au développement des échanges des PMA, mais encore leurs performances pourront être intégrées au processus de développement.

Les différents aspects du renforcement des capacités qui ont été évoqués sont étroitement interdépendants, de sorte qu'une approche reposant sur des politiques intégrées est essentielle. Il est certain que les PMA doivent, dans tous les cas où cela est possible, compter sur leurs propres efforts pour créer des capacités commerciales, le moteur du développement économique, le secteur privé, devant jouer un rôle primordial à cet égard, mais l'assistance internationale demeurera un facteur d'importance majeure pour l'avenir prévisible. Il importe par conséquent de mieux coordonner l'assistance extérieure pour maximiser les synergies et éviter les doubles emplois, ainsi que d'intensifier les efforts déposés actuellement pour améliorer la cohérence de l'assistance fournie par le biais du système des Nations Unies.

Les préoccupations des participants sur cette session, se résument à ceci :

- Nécessité d'une forte implication du secteur privé dans la définition des politiques et programmes de développement du commerce ; ainsi, le secteur privé considéré comme moteur de développement doit participer pleinement à l'élaboration des stratégies de développement.
- La notion de renforcement des capacités inclut la valorisation des ressources humaines, la création de laboratoires, de même que le développement des normes et règlements techniques.
- Le secteur privé doit bénéficier de financement.
- La nécessité de prendre en compte la mobilité de la main-d'œuvre des PMA dans le cadre des négociations sur les Accords de Partenariats Economiques avec l'Union Européenne.

### **SÉANCE PLÉNIÈRE 3 – RÔLE QUE PEUVENT JOUER DES INTERVENTIONS ET DES INSTRUMENTS APPROPRIÉS POUR PERMETTRE AUX PMA D'EXPLOITER LES POSSIBILITÉS D'ACCÈS AUX MARCHÉS EN FRANCHISE DE DROITS ET DE CONTINGENTS**

Sous la présidence de Monsieur Habib Ouane, la présente plénière a eu comme paneliste messieurs Francis Matambalya, Monthae Maruping et Taufiqur Rahman. Madame Dorothy Tembo, négociatrice commerciale en chef et Point Focal du Cadre Intégré du Ministère du Commerce et de l'Industrie de la Zambie fait une communication.

Les PMA continuent de se heurter à des obstacles en ce qui concerne l'accès des produits qu'ils peuvent offrir aux marchés de leurs principaux partenaires commerciaux, des pays développés et des pays en développement n'appartenant pas à la catégorie des PMA. Les divers programmes préférentiels d'accès aux marchés qui ont été conçus pour promouvoir les exportations des PMA n'ont réussi que dans une mesure très limitée à résoudre les problèmes qui se posent à cet égard et d'aucuns sont même d'avis que les barrières commerciales réduisent à néant les avantages pouvant découler de concessions commerciales. En outre, dans certains cas, les concessions accordées par les pays développés n'ont pas été pleinement appliquées. Les programmes préférentiels d'accès aux marchés doivent être revus pour faire en sorte qu'ils contribuent davantage à promouvoir le développement en tenant compte à la fois des réalités économiques des PMA et de l'organisation au plan mondial des activités de production.

Fréquemment, les règles d'origine sont excessivement complexes et, dans une économie mondialisée, les PMA qui importent une partie de leurs intrants en provenance d'autres pays tout comme le font les pays développés risquent de se trouver exclus des programmes préférentiels d'accès aux marchés. En outre, les pays développés appliquent des régimes différents en matière de règles d'origine et d'accès en franchise de droits ou de contingents, de sorte qu'il est difficile pour les PMA de se conformer à toutes ces différentes normes.

Dans l'ensemble, la libéralisation des échanges n'a pas été un processus équilibré et elle continue de privilégier les pays développés. Il y a par conséquent de bonnes raisons de réduire les barrières non tarifaires et d'élargir les programmes d'accès en franchise de droits et de contingents mais, une fois de plus, de telles mesures ne donneront des résultats significatifs et durables que si, simultanément, les PMA renforcent leur capacité de produire des articles compétitifs et développent leur infrastructure pour pouvoir répondre aux normes établies. Une assistance internationale est certes nécessaire à cette fin, mais les PMA devraient également exploiter au mieux les ressources limitées dont ils disposent par le biais de politiques plus efficaces et d'une coopération régionale, comme cela a été souligné lors des séances précédentes. Dans une perspective à long terme, les programmes de traitement préférentiel devraient par conséquent être considérés comme une mesure temporaire permettant aux pays en développement de prendre pied sur les marchés mondiaux en même temps qu'ils s'efforcent d'établir de solides secteurs manufacturiers. De telles mesures temporaires pourraient-elles également englober une protection des industries naissantes exposées à une concurrence plus intense sur les marchés en voie de libéralisation ?

Pour résoudre ces problèmes, il faudra agir pour s'attaquer à des questions transversales (règles et réglementations commerciales, infrastructure institutionnelle) et intervenir aussi au niveau des divers secteurs industriels. Les mesures adoptées au plan national devront être complétées par une action aux plans régional et multilatéral. Les circonstances et les problèmes spécifiques des PMA ne pourront être pleinement pris en considération que si ceux-ci peuvent participer plus efficacement aux négociations des Doha. Pour que leurs préoccupations soient prises en compte dans le cadre des négociations commerciales, les PMA doivent parler à l'unisson. Le Groupe des 77 et de la Chine peut jouer un rôle important

à cet égard, de même que des organisations internationales comme l'ONUDI et la CNUCED dans leurs rôles d'instances mondiales. Le secteur privé des PMA pourrait-il être associé aux délibérations internationales sur les questions liées au commerce s'il s'organise lui aussi pour parler à l'unisson?

En effet, le constat est clair que les préférences commerciales octroyées ne sont pas bénéfiques pour les PMA, ce qui crée la nécessité de renforcement des capacités et pour cela il faudra rendre opérationnels les mécanismes de financement. Le contexte actuel des négociations commerciales du cycle de Doha n'est pas favorable à la participation active et efficace des PMA à ces négociations. C'est pourquoi, il a été fortement recommandé que les discussions à l'OMC soit rééquilibrées pour prendre en compte le contexte particulier des PMA. La communauté internationale doit mettre en œuvre et sans délai l'accès aux marchés sans droits de douane et sans quota en veillant à l'amélioration des règles d'origines.

#### **SÉANCE PLÉNIÈRE 4 – LA COOPÉRATION SUD-SUD: VERS UNE NOUVELLE INITIATIVE POUR LE COTON**

Quant à la dernière session de discussion, elle était présidée par Monsieur Jebamalai Vinanchiarachi, Conseiller principal auprès du Directeur Général de l'ONUDI. Il était assisté des Messieurs Moïse Traore, Kumaraswamy, A. A. Fahala et Torben Roepstorff. Monsieur Lee Yuen-Hoi et Monsieur Torben Roepstorff ont fait deux communications qui ont mis en exergue des indicateurs de la situation de la chaîne de coton en Afrique. Monsieur Lee a présenté la nouvelle initiative coton de l'ONUDI pour les pays africains qui est une proposition de programme de développement de la chaîne de valeur du coton, du textile du vêtement.

Le secteur du coton joue un rôle majeur dans les économies d'un certain nombre de PMA, et la chaîne de valorisation du coton est une source d'emploi de première importance. Or, le coût de l'alimentation en énergie des usines peut empêcher d'exploiter pleinement le potentiel qu'offre cette chaîne de valeur. Une solution à ce problème consiste à créer des zones de traitement des exportations où les usines puissent s'alimenter en énergie à moindre frais. Lorsqu'il n'est pas possible de réduire ces coûts pour les ramener à un niveau inférieur à 12 à 16 pour cent, les efforts devraient accroître la productivité grâce une plus grande intégration de la chaîne de valeur et à des améliorations techniques, les mesures prises à cette fin pouvant dans certains cas se traduire par une productivité trois fois plus élevée.

Quelque 15 millions d'habitants des PMA d'Afrique de l'Ouest et d'Afrique centrale sont tributaires du coton pour leur subsistance. Dans des pays comme le Bénin, le Burkina Faso et le Tchad, le coton est à l'origine de 35 à 40 pour cent des recettes d'exportation. L'ONUDI et l'OMC, en collaboration avec leurs partenaires multilatéraux et bilatéraux, ont lancé une Initiative Coton pour les pays d'Afrique. Cette initiative, qui englobe le Bénin, le Burkina Faso, le Cameroun, la Côte d'Ivoire, la Guinée-Bissau, le Mali, le Niger, le Nigéria, le Sénégal, le Tchad et le Togo, a pour objectif à la fois d'accroître la valeur des exportations de coton brut et d'élever le niveau de traitement du coton afin de produire pour l'exportation des articles à plus forte valeur ajoutée.

Beaucoup des thèmes des discussions antérieures se retrouvent dans l'Initiative Coton, comme le montrent les trois modules de l'Initiative, qui constituent le cadre des activités d'appui à mettre en œuvre sur une période de trois ans:

- modernisation et développement des capacités dans le domaine de la production et de l'offre;

- élaboration de produits conformes aux normes internationales;
- intégration au système commercial multilatéral.

L'importance d'initiatives de ce type réside dans le fait qu'elles peuvent inverser les tendances à l'appauvrissement causé par la baisse des cours du coton brut sur les marchés mondiaux. Un autre de leurs aspects importants tient au rôle clé que jouent les parties prenantes nationales et régionales – gouvernements, institutions et associations professionnelles – dans la préparation et l'exécution des activités ainsi qu'à la création de plateformes régionales visant à faciliter les efforts des acteurs de ce secteur. Une participation intense et directe des parties prenantes nationales et régionales à l'Initiative aura pour effet d'accroître l'impact de l'assistance fournie sur l'industrie du coton dans les divers pays ainsi que dans la région dans son ensemble.

Si l'on veut accroître la participation des PMA à la chaîne de valeur du coton, une coopération Sud-Sud dans des domaines comme la recherche, le transfert de technologies, la promotion des investissements et d'arrangements de rachat est une formule qui ne peut que présenter des avantages pour tous les participants.

### **SÉANCE DE CLÔTURE**

Les pays les moins avancés sont confrontés à une série de défis dans les efforts qu'ils déploient pour promouvoir leur développement par le biais du commerce:

- Renforcement des capacités productives afin d'ajouter de la valeur aux produits agricoles.
- Diversification de leurs exportations.
- Exploitation de toutes les possibilités offertes par les programmes d'accès préférentiel comme l'Initiative "Tout sauf les armes" de l'UE et l'"African Growth and Opportunity Act" des Etats-Unis.
- Réduction des coûts des exportations et des importations.
- Élimination des obstacles administratifs aux opérations commerciales;
- Développement de l'infrastructure des transports et de l'infrastructure institutionnelle en matière de normes de conformité et de contrôle de la qualité.

Remédier à ces difficultés exigera des efforts majeurs ainsi qu'un appui de la part des partenaires de développement. La contribution apportée à cet égard par la réunion du Groupe d'experts réside dans le fait qu'elle a permis aux PMA d'exprimer leurs vues au sujet des obstacles auxquels ils sont confrontés, des possibilités qui leur sont offertes et des mesures qui doivent être adoptées pour leur permettre d'exploiter ces possibilités et de consolider leur position sur les marchés mondiaux.

Une action groupée dans le contexte du Groupe des 77 et de la Chine ou d'associations régionales permettra aux PMA :

- de faire entendre leur voix non seulement au sujet de l'"Initiative d'aide au commerce" mais aussi dans le cadre des négociations commerciales;
- de faire en sorte que l'appui fourni pour aider au renforcement des capacités commerciales ne soit pas utilisé pour imposer des concessions aux PMA;
- de veiller à ce que l'aide ne soit pas fournie sous forme de "recettes toute faites" mais reflète plutôt les besoins différents des PMA et soit mieux coordonnée;
- et d'orienter davantage le dialogue international orienté vers une action concrète.

**LIST OF PARTICIPANTS**

<b>Last Name/First Name</b>	<b>Contact Details</b>
ABDALLAH Hadji Achirafi Comores	Conseiller du Ministre de l'Energie, des Mines, de l'Industrie et de l'Artisanat Tel: +269 73 85 65 Cell: +269 33 96 11 Email: ambsamel@yahoo.fr
AKIBOU Naim Geneva	First Counsellor Permanent Mission of the Republic of Benin to UNIDO, Geneva Tel: +4122-906-8460 Fax: +4122-906-8461 Email : akinaim@yahoo.fr
ALHASSANE Ismaila Mali	Charge de Missions au Ministère de l'Industrie et du Commerce  Tel /Fax: +223 2222220 +223 2228050/ 2229963/ 2228743 Cell: +223 6726183 Email: <a href="mailto:i_alhassane@yahoo.fr">i_alhassane@yahoo.fr</a>
ALI Toufiq	UNIDO Consultant Email : <a href="mailto:toufiqali@hotmail.com">toufiqali@hotmail.com</a>
ATTANASSO Ms. Ernestine Benin	Directrice Générale, Ministère de l'Industrie et du Commerce Tel: +229 21 33 33 73 Cell: +229 90 90 98 22 Email: <a href="mailto:floreattanasso@yahoo.fr">floreattanasso@yahoo.fr</a>
BASNETT Yurendra Vanuatu	Trade Economist, Department of Trade, Ministry of Trade, Tourism, Commerce and Industry, Port Vila Tel: +678 22 770 Fax: +678 25 640 Cell: +678 47 350 Email: ybasnett@vanuatu.gov.vu
BERTIN Teby Burkina Faso	Economic Adviser, Ministry of Trade, Promotion of Enterprise and Handicrafts Tel: +226 50324828 Fax: +225 50317053
BOGORE Ms. Rita Solange Austria	Conseiller, Mission Permanente du Burkina Faso Tel: +431 503 82 64 Fax: +431 503 82 64 20 Email : <a href="mailto:cons@abfvienne.at">cons@abfvienne.at</a>
BOLANDA MENGA MOMENE Auguy DR Congo	Conseiller du Ministre, Ministère de l'Industrie Tel: +243 (0) 81 81 49 658 + 243 (0) 99 99 92 872 Email: auguyb@yahoo.fr
BONFIM Jorge Alberto do Sacraelenzo Sao Tome et Principe	Directeur par Intérim, Ministère de l'Economie Tel: +233 922 184 3/221672 Cell: +239 91 19 72 Fax: +239 22 18 43 Email: jasbonfm@sapo.pt

Last Name/First Name	Contact Details
BOUKAR Chaibou Niger	Directeur Régional du Commerce de l'Industrie et du Secteur Privé Ministère du Commerce, de l'Industrie et de la Normalisation Tel: +227 – 51 07 31 Fax: +227 73 21 50 Cell: +227 88 48 93
CAMA Mansour Senegal	Africa Goodwill Ambassador Tel: +221 821 54 54/ 823 09 74 Fax: +221 822 32 19 Cell: +221 638 56 70 Email: <a href="mailto:ssi@sentoo.sn">ssi@sentoo.sn</a> <a href="mailto:zocama@hotmail.com">zocama@hotmail.com</a>
DIRDIR Ms. Igbal Ali Sudan	Director of Policy Department and Head, WTO Unit, Ministry of Industry Tel: +249 83 78 82 39 Fax: +249 83 78 82 39 Cell: +249 92 22 61 253 Email: <a href="mailto:egbalshanteir@hotmail.com">egbalshanteir@hotmail.com</a>
DJALO Abbas Guinea Bissau	Conseiller, Ministre du Commerce, du Tourisme et de l'Artisanat Cell: 66 196 36 7202990 Fax: 20 58 56 Email: <a href="mailto:djaloabbas@yahoo.com.br">djaloabbas@yahoo.com.br</a>
ELAMIN Sayed Galal Eldin Elsayed H.E. Austria	Ambassador and Permanent Representative, Permanent Mission of Sudan
ELIAS Andalib Switzerland	First Secretary, Permanent Mission of Bangladesh Tel: +4122 906 80 20 Fax: +4122 738 46 16 Email: <a href="mailto:andalib_elias@yahoo.com">andalib_elias@yahoo.com</a>
FAHALA Adéyèmi Achamou Benin	Secrétaire Permanent, Association Cotonnière Africaine Tél/Fax: + 229 21 33 76 44 Tél (Bureau): + 229 21 33 73 31 GSM: + 229 90 93 85 31 ou +229 97 11 96 79 ou +229 93070171 E-mail: <a href="mailto:acafr@intnet.bj">acafr@intnet.bj</a> ou <a href="mailto:fahala2002@yahoo.fr">fahala2002@yahoo.fr</a>
HESP Paul Austria	Expert Tel : +431 32 81 302 +431 676 92 23 823 Email : <a href="mailto:ephesp@aon.at">ephesp@aon.at</a> aon.912491736@aon.at
HISSEINE Ouchar Chad	Directeur Adjoint de l'Industrie, Ministère du Commerce, de l'Industrie et de l'Artisanat Tel: +235 627 02 04 Cell: +235 628 35 09 Email: <a href="mailto:oucharhisseine1@yahoo.fr">oucharhisseine1@yahoo.fr</a>
IEMSOUTH Khouanchay Lao PDR	Deputy Director, Multilateral Trade Policy Division, Foreign Trade Policy Department, Ministry of Industry and Commerce Tel: +856 21 45 00 66 Cell: +856 20 77 29 009 Fax: +856 21 41 5927 Email: <a href="mailto:khouanchay@hotmail.com">khouanchay@hotmail.com</a> <a href="mailto:khouanchay29@yahoo.com">khouanchay29@yahoo.com</a>

Last Name/First Name	Contact Details
KADARING Komi Batchabède Togo	Ingénieur de Génie Chimique et Conseiller Technique, Ministère du Commerce, de l'Industrie, et de l'Artisanat Tel: +228 221 20 257/ 221 2971/ 221 2907/ Cell: +228 910 1880 Fax: +228 2210572 Email: kokadaring@gmx.fr
KANDEKE Joseph Burundi	Conseiller au Département du Commerce Extérieur Tel: +257 22 21 79 91 Fax: +257 22 55 95 Email: <a href="mailto:commerceindustrieartisanat@yahoo.fr">commerceindustrieartisanat@yahoo.fr</a> <a href="mailto:Josekande2002@yahoo.fr">Josekande2002@yahoo.fr</a>
KUMARASWAMY Padmanabhan India	Managing Director, Nagammal Mills, Tamil Nadu Tel: +91 46 522 300 80 Cell : +91 98 43 240 125 Email <a href="mailto:kumarpadman@hotmail.com">kumarpadman@hotmail.com</a> <a href="mailto:md@nagammalmills.com">md@nagammalmills.com</a>
LODAY Wangchuk Bhutan	Assistant Trade Officer, Ministry of Trade and Industry Tel: +975 2 321337/328334 Fax: +975 2 321338 Email: wangchukl@druknet.bt
MACAMO Sergio Carlos Mozambique	National Director, Ministry of Industry and Trade, National Directorate of Industry Tel: +258 21 352 691 Cell: +258 82 303 2710 Fax: +258 21 327 892 Email: <a href="mailto:smacamo@mic.gov.mz">smacamo@mic.gov.mz</a> <a href="mailto:sergiomacamo@yahoo.co.uk">sergiomacamo@yahoo.co.uk</a>
MARUPING H.E. Mothae Switzerland	Ambassador, Permanent Representative Permanent Mission of the Kingdom of Lesotho Geneva
MATAMBALYA Francis Tanzania	Chairperson, South Institute for Trade and Development (SITRADE) Foundation Tel: +255 787 227652 Fax: +255 22 2410 510 Email: <a href="mailto:fmatabalya@yahoo.com">fmatabalya@yahoo.com</a>
MENDY Jean Pierre Senegal	Conseiller Technique, Ministère des Mines et de l'Industrie Tel: +221 822 96 26 Cell: 634 27 44 E-mail: jpierremendy@yahoo.fr
MLEWA Ms. Peggy Switzerland	First Secretary, Trade, Permanent Mission of Zambia, Geneva Tel: +4122 788 5330/35 Fax: +4122 78 85 340 Email: pnymlewa@yahoo.co.uk
MWAUNGULU Lusungu Malawi	Industrial Development Officer, Ministry of Industry, Trade and Private Sector Development Tel: +265 01 77 02 90 Fax: +265 01 77 06 80 Cell: +265 08 54 64 84 +265 09 60 27 63 Email: lmwaungulu@yahoo.co.uk

Last Name/First Name	Contact Details
NIANG Harouna Mali	Consultant Cell: +223 674 10 49 Email: <a href="mailto:niangharouna@yahoo.com">niangharouna@yahoo.com</a>
N'GANGA Gilbert Central African Republic	Directeur Général du Développement Industriel Ministère du Commerce de l'Industrie et des Petites et Moyennes Entreprises Tel: 61 17 44 Cell: 54 73 52 Fax: 61 73 53 Email: <a href="mailto:nganga_gilbert@yahoo.fr">nganga_gilbert@yahoo.fr</a>
OUANE Habib UNCTAD	Director, Division for Africa LDCs and Special Programmes Tel: +4122 91 75 079 Fax: +4122 91 70 046 Email: <a href="mailto:habib.ouane@unctad.org">habib.ouane@unctad.org</a>
OUEDRAOGO Joachim OUEMOA	Directeur, Département du Marché Régional, du Commerce, de la Concurrence et de la Coopération, Union Economique et Monetaire Ouest Africaine Tel: +226 50 31 88 73-76 <a href="mailto:commission@uemoa.int">commission@uemoa.int</a>
OUSMANE Wague Mauritania	Chef de service des Etudes et de la Promotion Industrielle Direction de l'Industrie, Ministère des Mines et de l'Industrie Email: <a href="mailto:wousmane@mci.gov.mr">wousmane@mci.gov.mr</a> ; <a href="mailto:wagueousmane@yahoo.fr">wagueousmane@yahoo.fr</a> wagueousmane@hotmail.com
RAHMAN Taufiqur WTO	Economic Affairs Officer, Development Division Tel: +4122 739 64 39 Fax: +4122 739 66 35 Email: <a href="mailto:taufiqur.rahman@wto.org">taufiqur.rahman@wto.org</a>
RAVELOMANANTSOA Paul Gerard Madagascar	Directeur des Relations Internationales et de l'Intégration Economique, Ministère de l'Economie, du Plan, du Secteur privé et du Commerce Tel : +261 202 237 947 Cell : +261 320 460 351 Email : <a href="mailto:ravepgerard@yahoo.fr">ravepgerard@yahoo.fr</a> codra@netclub.mg
ROEPSTORFF Torben Austria	UN Expert, Consultant Tel: +431 470 05 10 Fax: +431 47 96 70 Cell: +43(0) 699 1470 0510 Email: torben.roepstorff@aon.at
SARONGA Lucas Switzerland	Minister Plenipotentiary, Permanent Mission of the United Republic of Tanzania in Geneva Tel: 022 90910 81 Cell: 078 9184209 Fax: 022 732 82 55 Email: <a href="mailto:lsaronga@yahoo.co.uk">lsaronga@yahoo.co.uk</a> <a href="mailto:mission.tanzania@ties.itu.int">mission.tanzania@ties.itu.int</a>
TEMBO Ms. Dorothy Ngambi Zambia	Director, Foreign Trade, Ministry of Commerce, Trade and Industry Tel: +260 1 22 41 15 Fax: +260 1 22 41 15 Email: <a href="mailto:dorothytembo2005@yahoo.com">dorothytembo2005@yahoo.com</a>

Last Name/First Name	Contact Details
TRAORE-NIGNAN Andre Moise Burkina Faso	Permanent Secretary, Ministry of Agriculture, Hydraulics and Fisheries Tel: +226 50 32 40 37 +226 50 31 84 61 Fax: +226 50 31 47 73 Email: sp-cpsa@cenatrin.bf
TRAORE Adama Amba Burkina Faso	Directeur Général, Ministère du Commerce, de la Promotion de l'Entreprise et de l'Artisanat Tel: +226 50 30 73 07/42 Fax: +226 50 30 73 05 Email: <a href="mailto:dgdi@cenatrin.bf">dgdi@cenatrin.bf</a>
TSAI Charles Switzerland	Centre for Socio-Eco-Nomic Development Tel: +4122 906 17 20 Cell: +4178 675 90 90 Email: tsai@csend.org
TSOKELI Qenehelo Mrs. Germany	First Secretary, Embassy of Lesotho, Berlin Tel : +49 (0) 30 25 75 72 0 Fax : +49 (0) 30 25 75 72 22 Email : embleso@yahoo.com
WALIRAHIMI Hafizullah Afghanistan	General Director, Private Sector Development, Ministry of Commerce and Industries Tel: +93 0799 313 330 +93 0772 016 828 Email: <a href="mailto:walirahimi@gmail.com">walirahimi@gmail.com</a> walirahimi_KBL@yahoo.com
ZEWERI Amanullah Austria	Minister Counsellor Deputy Head of Permanent Mission of Afghanistan Tel: +431 52 47 806 Cell: +43 676 93 02 363 Fax: +431 52 47 807 Email: zeweri@embassyofafghanistan.com

**UNIDO Staff**

URAMOTO Yoshiteru	Managing Director Programme Coordination and Field Operations Division Deputy Director-General Email : y.uramoto@unido.org
VINANCHIARACHI Jebamalai	Principal Adviser to the Director-General Tel : +431 25026 3016 Fax : +431 26026 6881 Cell : +43 699 1149 4949 Email : j.vinanchiarachi@unido.org
H Aidara Fatou Ms.	Director, Special Programmes Group Tel : +431 26026 3708 Fax : +431 26026 6839 Email : f.haidara@unido.org
GOONATILAKE Lalith	Director, Trade Capacity-Building Branch Tel : +431 26026 3859 Fax : +431 21346 3859 Email : l.goonatilake@unido.org
CISSE Massata	Africa Programme Tel : +431 26026 3745 Fax : +431 26026 6820 Email : m.cisse@unido.org
NG Thiam Hee	Industrial Development Officer, Strategic Research and Regional Analyses Unit Tel : +431 26026 3412 Fax: +431026026 6820 Email : t.ng@unido.org
LEE David Yuen-Hoi	Industrial Development Officer, Textiles and Leather Unit Tel : +431 26026 3837 Fax : +431 21346 3837 Email : Y.lee@unido.org
KADSONDO Julienne	j.kadsondo@unido.org
DA COSTA Nancy	n.dacosta@unido.org

**AGENDA**  
**Expert Group Meeting on**  
**“How can Aid-for-Trade transform LDCs”**  
 Ouagadougou, Burkina Faso, 3 - 4 September 2007

<b>DAY ONE – 3 September</b>		
<b>Opening Session</b>		
9.30 – 10.00	Key Note Speaker	H.E. Mr. Mamadou Sanou Minister of Trade, Promotion of Enterprise and Handicraft Burkina Faso
	Statement	H.E. Mr. Mothae Maruping Ambassador and Permanent Representative of Lesotho, Geneva
	Statement	H.E. Mr. Sayed Galal Eldin Elsayed Elamin Chair, Group of 77 and China and Ambassador of Sudan, Vienna
	Statement	Mr. Yoshiteru Uramoto, Managing Director of the Programme Coordination and Field Operations Division Deputy Director-General
10.00 – 10.30	<b>TEA/COFFEE BREAK</b>	
10.30 – 12.30	UNIDO Presentation of Issues Paper	Mr. Lalith Goonatilake Director, Trade Capacity-Building Branch
	Presentation of the "Enhanced Integrated Framework"	Mr. Taufiqur Rahman Economic Affairs Officer WTO
12.30 – 13.30	<b>LUNCH</b>	
13.30 – 15.30	<b>PLENARY DISCUSSION 1</b>	
	LDCs' integration into the global economy	
	Chair/Facilitator	H.E. Mr. Sayed Galal Eldin Elsayed Elamin Ambassador and Permanent Representative of Sudan, Vienna
	UNIDO Presentation	Mr. Jebamalai Vinanchiarachi Principal Adviser to the Director-General
	<b>Panelists:</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Mr. Teby Bertin, Economic Adviser, Burkina Faso</li> <li>▪ Mr. Harouna Niang, Private Sector, Mali</li> <li>▪ Mr. Charles Tsai, CSEND Geneva</li> </ul>	
	Discussions from the floor	
15.30 – 16.00	<b>TEA/COFFEE BREAK</b>	
16.30 – 18.30	<b>PLENARY DISCUSSION 2</b>	
	Productive capacity building as a potential source of economic transformation	
	Chair/Facilitator	Mr. Joachim Ouedraogo Directeur Commission de l'UEMOA

	UNIDO Presentation	Mr. Thiam Hee Ng Strategic Research and Regional Analyses Unit
	<u>Panelists:</u> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Mr. Mansour Cama, UNIDO Goodwill Ambassador</li> <li>▪ Mr. L. Saronga, Minister, Permanent Mission of Tanzania, Geneva</li> <li>▪ Mr. Toufiq Ali, UNIDO Consultant</li> </ul>	
	Discussions from the floor	
18.30	<b>COCKTAIL</b>	
<b>DAY TWO – 4 September</b>		
9.00 – 11.30	<b>PLENARY DISCUSSION 3</b>	
	Favorably exploiting duty free and quota free market access for the LDCs, the role of appropriate interventions and instruments	
	Chair/Facilitator	Mr. Habib Ouane Director UNCTAD
	Presentation	Ms. Dorothy Tembo Chief Trade Negotiator and IF Focal Point Ministry of Commerce Trade & Industry Zambia
	<u>Panelists:</u> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Prof. Francis Matambalya, SITRADE Foundation, Tanzania</li> <li>▪ H.E. Mr. Mothae Maruping, Permanent Mission of Lesotho, Geneva</li> <li>▪ Mr. Taufiqur Rahman, Economic Affairs Officer, WTO</li> </ul>	
	Discussions from the floor	
11.30 – 12.00	<b>TEA/COFFEE BREAK</b>	
12.00 – 13.30	<b>PLENARY DISCUSSION 4</b>	
	South-South Cooperation: Towards a new initiative on cotton	
	Chair/Facilitator	Mr. Jebamalai Vinanchiarachi Principal Adviser to the Director-General
	UNIDO Presentation	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Mr. Lee Yuen-Hoi Textiles and Leather Unit</li> <li>▪ Mr. Torben Roepstorff UNIDO Consultant</li> </ul>
	<u>Panelists:</u> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Mr. Moisse Traore, Ministry of Agriculture, Burkina Faso</li> <li>▪ Mr. Kumaraswamy, Private Sector, India</li> <li>▪ Mr. A. A. Fahala, Permanent Secretary, African Cotton Association</li> </ul>	
	Discussions from the floor	
13.30 – 14.30	<b>LUNCH</b>	
16.00 – 17.30	<b>CONCLUDING SESSION</b>	
	Summary of discussions, finalization and adoption of background document for discussions at the LDC Ministerial Conference, 29/30 November 2007, in Vienna	
	Chair/Facilitator	Mr. Mansour Cama UNIDO Goodwill Ambassador